

Extrait du Démocratie & Socialisme

<http://www.democratie-socialisme.fr>

Réponse à "Reconquête" et "Changer"

- Politique - Au Parti Socialiste -

Date de mise en ligne : jeudi 11 septembre 2008

Démocratie & Socialisme

« D'abord redistribuer les richesses » ("D&S")

Lundi 8 septembre 2008

à Marie-Noëlle, Benoît, Henri

Nous avons bien reçu votre lettre du 4 septembre et nous sommes d'accord avec son orientation générale.

Nous pensons, en effet, que le congrès de Reims ne doit pas être une parenthèse, un tour pour rien, en attendant la désignation du candidat ou de la candidate de notre parti à l'élection présidentielle.

Ce dont a besoin, en priorité, notre parti, ce n'est pas d'un homme ou d'une femme « providentiel » mais d'une orientation politique de gauche, une orientation qui tourne le dos à celle qui a conduit au désastre dans la très grande majorité des pays européens, notamment en Allemagne, en Italie et en Grande-Bretagne mais aussi en France en 2007.

Nous constatons, comme vous le faites, que la volonté de Nicolas Sarkozy de poursuivre jusqu'au bout son attaque contre l'ensemble du salariat va à l'opposé des aspirations de la très grande majorité de la population de notre pays. Ces aspirations ont pourtant été mises en évidence par des phénomènes aussi divers et d'ampleur différente que la déroute de la droite aux dernières élections locales ou la manifestation des cadres appelée en plein été par la CFE-CGC et l'UGICT-CGT contre la remise en cause des limites fixées à la durée du travail des cadres.

Nous estimons, également, qu'une politique alternative à celle de la droite est non seulement nécessaire mais aussi possible. Elle s'appuierait à la fois sur l'échec patent des politiques néolibérales partout dans le monde et sur la volonté du salariat de notre pays de faire cesser les attaques tous azimuts de la droite contre les salaires, la protection sociale, les services publics, la forme de plus en plus bonapartiste prise par le pouvoir sarkozien dans le cadre de la constitution de la Vème République.

Cette politique alternative ne verra pas le jour sans la participation active du parti le plus important de la gauche, le Parti Socialiste et nous sommes tout à fait en accord avec votre proposition de construire « une majorité qui incarne une gauche décomplexée, fière de ses valeurs, ferme sur ses orientations, claire sur ses choix stratégiques ».

Reprenons brièvement, si vous le voulez bien, les six points que vous proposez pour construire cette majorité et dont nous partageons l'orientation générale.

1- Une maison commune de la Gauche

Nous défendons depuis très longtemps une telle perspective. Elle demande d'abord de renouer avec la stratégie d'Epinay et de rompre avec toute idée d'une alliance (voire d'un « contrat de gouvernement » comme le proposent maintenant certains responsables de notre parti) avec cette partie de la droite qu'est le Modem. Nous pensons, comme vous, que « nous n'avons pas d'ennemi à gauche » et qu'il faut discuter avec toutes les forces de gauche qui aspireraient à prendre une responsabilité gouvernementale ou à soutenir un gouvernement de gauche.

2- Un nouveau pacte européen

Le refus d'organiser un nouveau référendum en France ou au Pays-Bas, le mépris dans lequel est tenu le « non » irlandais par les dirigeants européens foulent aux pieds la démocratie la plus élémentaire. Vos propositions vont dans le sens que nous souhaitons, celui d'une Union Européenne démocratique et sociale.

3- Redistribuer les richesses

Nous sommes entièrement d'accord avec cette proposition. Notre contribution s'intitule d'ailleurs « D'abord, redistribuer les richesses » et nous estimons que cette redistribution est la condition impérative de la réussite d'une politique alternative de gauche. Les caisses publiques sont vides nous affirme le gouvernement Sarkozy. Mais si elles sont « vides » c'est parce qu'elles ont été siphonnées au profit des caisses privées. En 25 ans, les profits ont confisqué aux salaires près de 10 points de la richesse créée annuellement dans notre pays. Aucune alternative de gauche ne pourra mener à bien sa politique sans inverser cette tendance.

Nous estimons que ces propositions doivent être concrètes et précises car ce sont uniquement de telles propositions qui permettront à la gauche unie de chasser la droite du pouvoir. L'accent doit, selon nous, être mis sur :

- ▶ Les salaires : un taux horaire minimum à 10 euros, le Smic brut à 1 500 euros, 200 euros tout de suite. La grève des Dacia en Roumanie, pour 200 euros pour tous, nous paraît, d'ailleurs, être une grève prémonitoire sur une revendication unifiante en Europe comme en France.
- ▶ Un droit du travail protecteur.
- ▶ La protection sociale : la retraite à 60 ans à taux plein avec un taux de remplacement garanti à 75 % des salaires et indexé sur les salaires, le refus de voir l'assurance maladie dériver vers les assurances complémentaires.
- ▶ L'école et les services publics.
- ▶ Un plein emploi de qualité pour tous et pour toutes : des 35 heures qui bénéficient à tous les salarié(e)s, 44 heures de travail maximum par semaine, des heures supplémentaires plus coûteuses que l'embauche, un quota maximal d'emplois précaires limité à 5 % des salariés dans les entreprises de plus de 20 salariés.

4- Mieux nous protéger

Cette proposition, là encore, rejoint nos propres propositions. .

La mondialisation n'a profité qu'au capital. Le salariat des pays du Nord, le salariat et les paysans pauvres des pays du Sud en ont été les victimes. Les négociations de l'OMC ont, progressivement et pour l'essentiel, livré les services publics, les entreprises, les forêts, les richesses naturelles aux multinationales du Nord.

La remise en cause de la libre circulation des marchandises et des capitaux, leur régulation par la démocratie sont donc des mesures nécessaires pour écarter les mâchoires de l'étau dans lequel la mondialisation libérale tente aujourd'hui d'étouffer le salariat.

5- Affirmer le rôle économique de la puissance publique

Nous avons, nous aussi, la volonté de substituer la démocratie à la dictature de l'actionnaire.

Nous constatons, nous aussi, que cette affirmation de la démocratie passe par une profonde réforme fiscale, le contrôle public d'une partie des moyens de production et du crédit, la possibilité de fixer certains prix pour contrecarrer l'effet des spéculations.

Nous pensons que cette affirmation de la démocratie passe aussi par l'instauration d'une VIème république sociale où un Premier ministre responsable devant le Parlement récupérerait la plus grande partie des pouvoirs aujourd'hui dévolus au Président de la république.

6- Une politique étrangère progressiste

Comme vous, nous nous opposons à l'alignement de la France sur les positions de l'Otan, tout comme nous refusons la théorie du « choc des civilisations ». Nous estimons que les troupes françaises doivent immédiatement quitter l'Afghanistan et nous condamnons le « droit d'ingérence » à géométrie variable qui sert essentiellement à défendre les intérêts des USA quel qu'en soit le coût en vies humaines.

Nous sommes donc tout à fait d'accord pour discuter plus précisément du contenu concret d'un texte qui irait dans le sens des six orientations que vous proposez. Nous souhaitons que la question écologique soit également fortement présente dans une motion commune.

Nous estimons, enfin, qu'il y a urgence de structurer autour d'une motion commune toute la gauche de notre parti. Cette structuration nous paraît, en effet, la condition de son élargissement pour faire émerger une majorité et, de toute façon, peser sur le déroulement du congrès de Reims et l'orientation de notre parti.

Recevez, chère camarade et chers camarades, nos fraternelles salutations socialistes.

Gérard Filoche, Catherine Touchefeu, Eric Thouzeau



La lettre de "Reconquête" et "Changer"